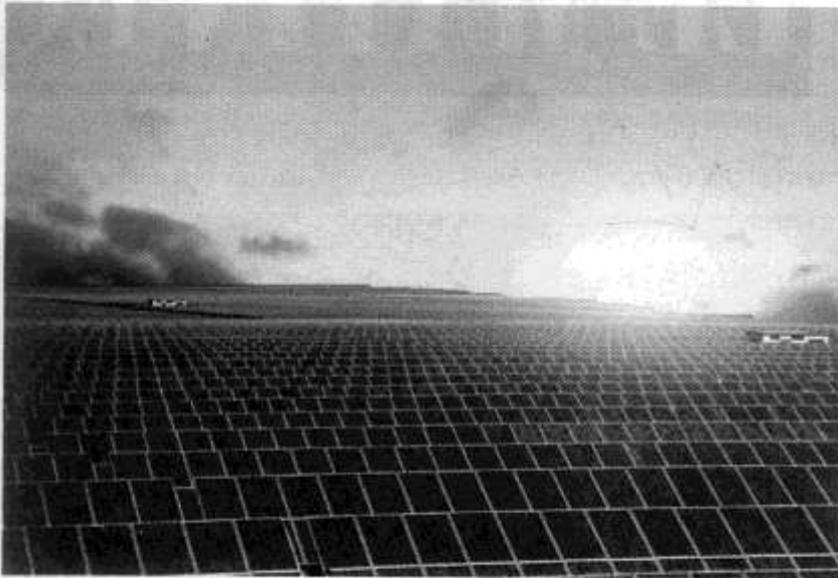


Exclusif Programme solaire de l'ONEE

Noor-Argana portera sur 200 MW pour plus de 250 millions d'euros



Avec la révision à la hausse de la capacité de Noor-Argana, la puissance du programme photovoltaïque de l'ONEE est portée à 500 MW.

L'Office national de l'électricité et de l'eau potable planche sur le montage financier de Noor-Argana, qui constitue la 3^e phase de son programme solaire photovoltaïque. Le projet sera développé dans les régions de Boumalen, Errhamna et Essaouira avec une capacité de 200 MW, au lieu de 125 MW, pour un coût dépassant les 250 millions d'euros.

L'appel d'offres pour la pré-qualification des soumissionnaires au développement de Noor-Argana devra avoir lieu entre fin 2016 et début 2017.

Le projet Noor-Argana, qui constitue la troisième phase du programme solaire photovoltaïque de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) portera finalement sur une capacité de 200 MW, au lieu de 125. Ainsi, le programme de développement des centrales solaires photovoltaïques (PV) de taille moyenne (10 à 30 MW) de l'Office cible désormais une puissance installée de 500 MW d'ici 2020, contre 400 initialement prévue. Selon une source proche du dossier, l'ONEE planche déjà sur le montage financier de Noor-Argana. Le coût du projet s'élève, selon les premières estimations, à plus de 250 millions d'euros, hors frais d'études. «L'appel d'offres pour la pré-qualification des soumissionnaires au développement de Noor-Argana devra avoir lieu entre fin 2016 et début 2017. La mise en service de ce projet est prévue à partir de 2018. Les sites qui devront abriter les centrales de Noor-Argana se trouvent à Boumalen, Province de Tinghir, Errhamna et dans la région d'Essaouira», détaille notre source. Selon elle, plusieurs bailleurs de fonds internationaux ont manifesté leur intérêt à financer Noor-Argana, dont la Banque euro-

péenne d'investissement et la banque allemande KfW qui sont également engagées dans le financement de Noor Atlas, qui constitue la deuxième phase du programme solaire photovoltaïque initié par l'ONEE. Rappelons que c'est Noor-Tafilalet qui constitue la première phase de ce programme qui vise la sécurisation de l'approvisionnement du pays en électricité et l'amélioration de la qualité de service pour les régions situées en bout de ligne (Régions alimentées par des lignes 60 kV en antenne et situées à des distances lointaines des postes de transformation).

Noor-Tafilalet porte sur 3 centrales – localisées dans les régions d'Erfoud, Zagora et Missour – d'une puissance unitaire moyenne de 25 MW pour une capacité totale minimum de 75 MW extensible à 100. L'appel à la pré-qualification pour Noor-Tafilalet a été lancé en juillet dernier et la mise en service de la première centrale du projet est prévue au plus tard début 2017. Le coût de Noor-Tafilalet s'élève à plus de 158 millions de dollars, financés à hauteur de 148,95 millions par la Banque mondiale.

Après Noor-Tafilalet, l'ONEE envisage de réaliser Noor Atlas, deuxième phase de son programme solaire photovoltaïque. L'appel à la préqualification des soumissionnaires au développement de cette phase est prévu au courant de cette année. D'une capacité totale de 200 MW, ce projet prévoit la réalisation de 8 centrales photovoltaïques d'une puissance unitaire allant de 10 à 30 MW, qui seront installées sur huit sites. Trois centrales seront implantées dans le sud du pays à Tata, Tahla (Bouizakarne) et Tan Tan, et les cinq autres à l'Est : Outat El Haj, Ain Beni Mathar, Boudnib, Bouanane et Boulmane (Enjil).

Le projet Atlas est censé être opérationnel dans sa globalité en 2018, avec la mise en service de la première centrale à partir de fin 2017. L'ONEE a déjà acquis les terrains des huit sites et lancé les principales études nécessaires. Les dernières portent sur des études géotechniques des sites du projet qui sont en cours. Le projet Atlas, dont le coût est estimé à 300 millions d'euros, devra bénéficier d'un soutien financier de la banque allemande KfW et de la Banque européenne d'investissement, en plus de la contribution de la Commission européenne. ■

Moncef Ben Hayoun